



Bonjour Staff, merci pour votre confiance. Voici votre e-revue juridique hebdomadaire 100% profilée selon les secteurs suivants :

- Audiovisuel & Cinéma
- Presse & Edition
- Propriété intellectuelle
- Publicité & Marketing
- Numérique & E-commerce
- Image & Photographie
- Données personnelles
- Spectacles vivants

Avec votre accès, vous bénéficiez des services Premium suivants : i) Licence de reproduction de 15 articles / mois sur tous vos supports ; ii) Questions / Réponses juridiques gratuites ; iii) Avocat ? votre référencement sur [Lexsider.com](https://www.lexsider.com) et mise en relation client gratuite.

Merci à tous nos abonnés, récents ou plus anciens qui nous suivent : Europacorp / ARTE TV / Lagardère Active / Groupe La Poste / INA / Ouest France / Vinted....

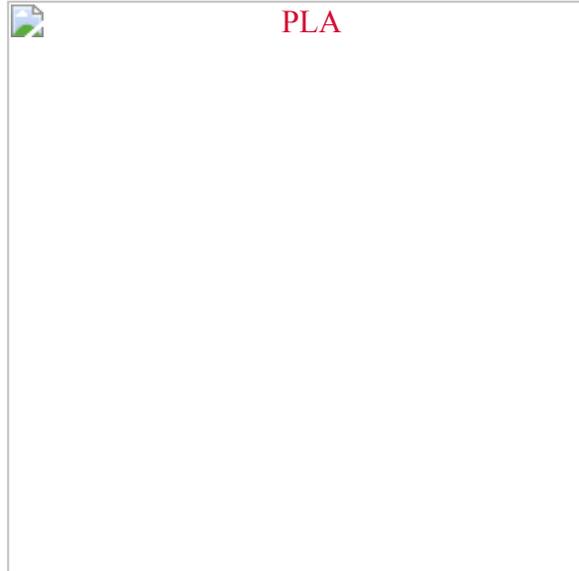
Bonne lecture. La Rédaction

Audiovisuel | Cinéma

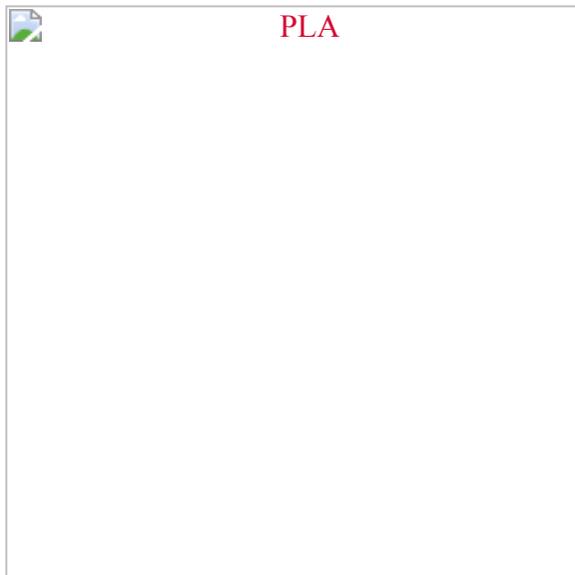
Audiovisuel : Marque contraire aux bonnes mœurs

En matière de production audiovisuelle et de création artistique, les marques contraires aux bonnes mœurs peuvent tout de même être déposées et reconnues valides. Il a ainsi été jugé que le public germanophone ne percevra pas nécessairement

Lire



Marcel Campion c/ France Télévisions



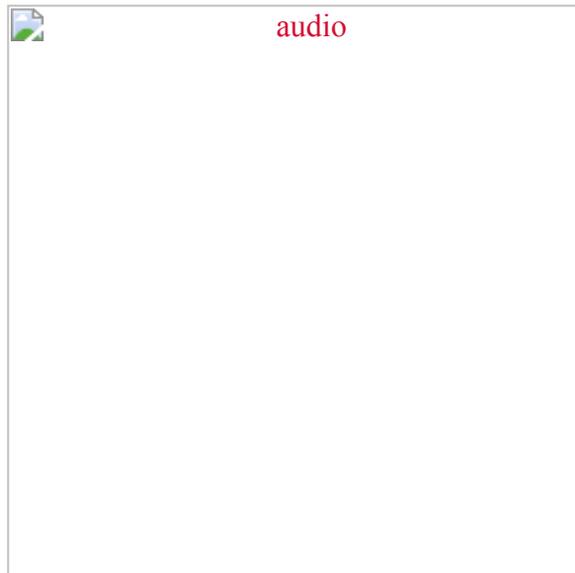
Le refus d'inviter Marcel Campion au débat des municipales de Paris opposé par France Télévisions n'a pas été jugé comme portant une atteinte grave et manifestement illégale à une liberté fondamentale.

Lire

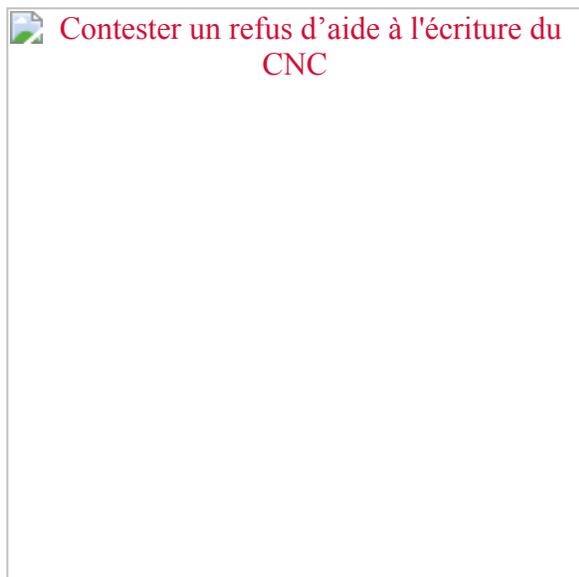
Annulation d'une subvention de production cinématographique

Une subvention octroyée par une région à une société peut être annulée dès lors que la région confie à la société bénéficiaire une subvention globale et forfaitaire, renonçant ainsi à exercer sa compétence en matière d'attribution de fonds régionaux

Lire



Contester un refus d'aide à l'écriture du CNC



Un producteur qui s'est vu opposé un refus d'aide à l'écriture de la part du CNC peut difficilement faire valoir un conflit d'intérêt en raison de la composition de la commission des aides. Au sens de l'article 2 de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence

Lire

Presse | Edition

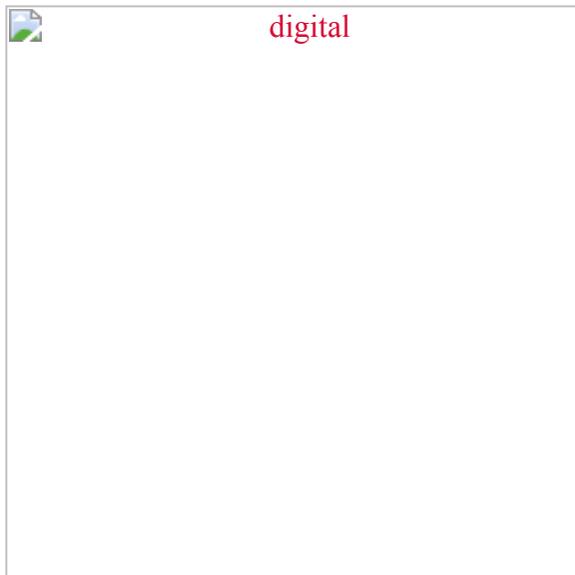
Dénigrement d'une société sur un forum anti-arnaques

Les tribunaux de commerce n'ont pas la même appréciation du dénigrement que les juridictions de droit commun qui elles, privilégient le plus souvent la liberté d'expression.

Lire



Absence de mention du directeur de publication



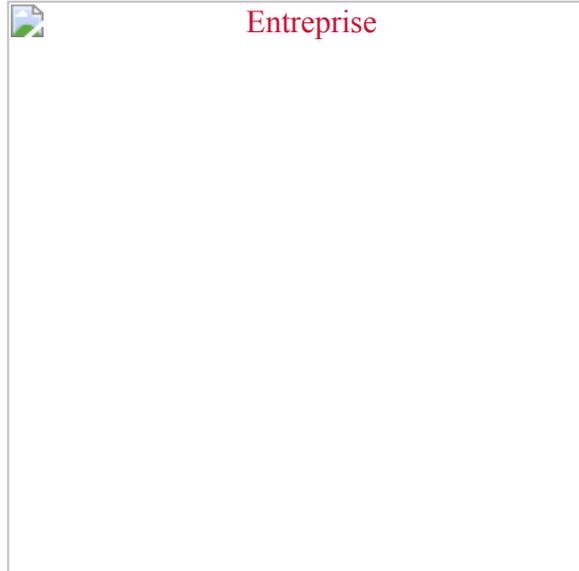
L'absence de mention du directeur de publication sur un site internet constitue bien une faute pour non-respect des dispositions des lois du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN) et du 29 juillet 1982.

Lire

Insulter un titre de presse

Insulter un titre de presse tombe sous le coup des délits de presse, les personnes morales bénéficiant, au même titre que les personnes physiques, de protection de leur réputation.

Lire



Affaire Charlie Hebdo



L'exercice d'un droit de réponse peut également s'exercer vis-à-vis des journaux satiriques. Attention toutefois à parfaitement rédiger l'assignation en insertion de droit de réponse.

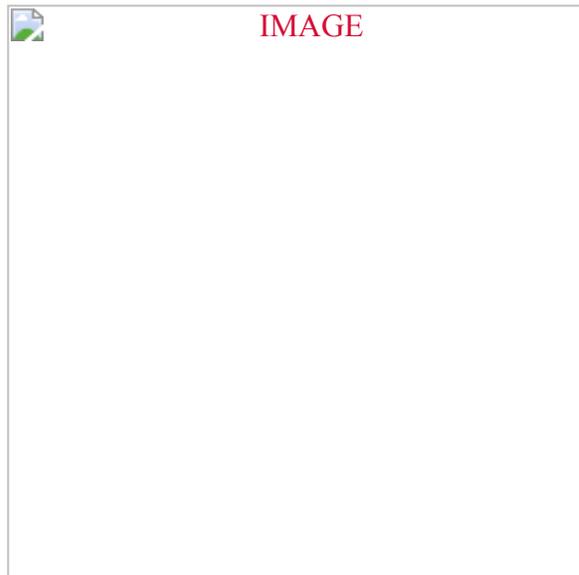
Lire

Propriété intellectuelle

Montage pictural avec des « Playmobil »

L'idée de reproduire des oeuvres célèbres en remplaçant les personnages par la peinture de figurines reprenant la morphologie de celles en plastique connues dans le monde du jouet sous le nom de 'Playmobil', est protégeable par le droit d'auteur.

Lire



Validité du contrat de licence verbal



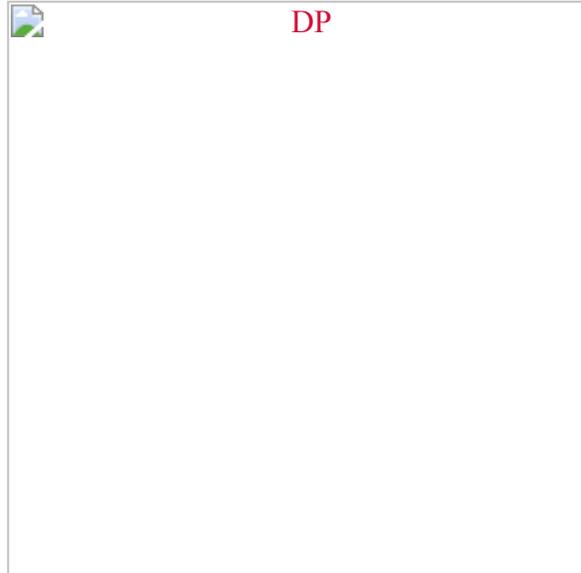
L'article L.131-1 du code de la propriété intellectuelle dans sa version en vigueur du 3 juillet 1992 au 9 juillet 2016 prévoit que 'les contrats de représentation, d'édition et de production audiovisuelle définis au présent titre doivent être constatés par écrit. Il en est de même des autorisations gratuites d'exécution.

Lire

Loi applicable au contrat de licence

C'est la loi française, pays où une société réclame la protection au sens de la convention de Berne, qui régit la question de l'existence du contrat de licence.

Lire



Marque viticole non distinctive



En matière de produits viticoles, la marque TRIAS ne présente aucun caractère distinctif et doit donc être déclarée nulle.

Lire

Publicité | Marketing

Retrait d'affiches publicitaires politisées

Thématique : Affichage publicitaire,
Publicité | Marketing
Avant diffusion d'une campagne
publicitaire, il est préférable pour le support
de valider les maquettes de l'annonceur
voir de faire de cette validation une
condition suspensive du contrat
d'affichage.

Lire



Taxe sur les activités publicitaires de Google



Thématique : Publicité | Marketing,
Publicité électronique

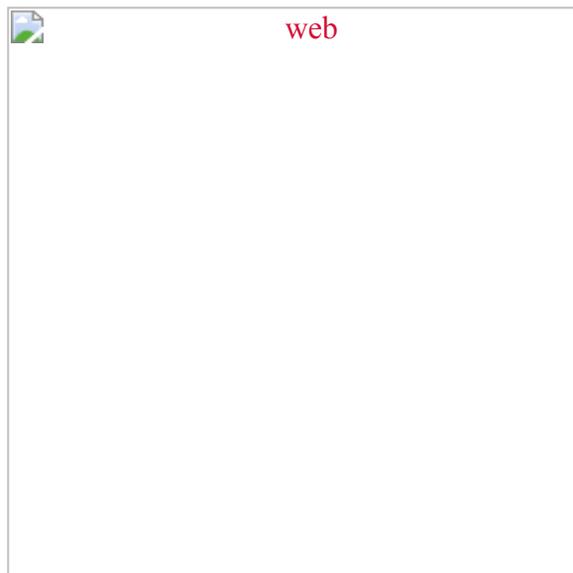
La CJUE a jugé que le principe de la libre
prestation des services énoncé à l'article 56
TFUE ne s'oppose pas à la réglementation
hongroise soumettant les prestataires de
services publicitaires (Google) établis dans
un autre État membre à une obligation de
déclaration

Lire

Obligation de transparence des comparateurs de prix

Thématique : Publicité | Marketing,
Publicité comparative
Sur l'initiative d'une association de
protection des consommateurs, le
comparateur en ligne de prix d'assurances
Lelynx a été condamné sur de nombreux
points tenant au manque de transparence
et de lisibilité

Lire



Panneaux publicitaires : la contrepartie en nature possible



Thématique : Affichage publicitaire,
Publicité | Marketing
A été jugée légale la pratique dite des
loyers en nature, consistant à stipuler au
contrat de bail publicitaire, au profit du
propriétaire des lieux, en contrepartie de
l'implantation

Lire

Numérique | E-commerce

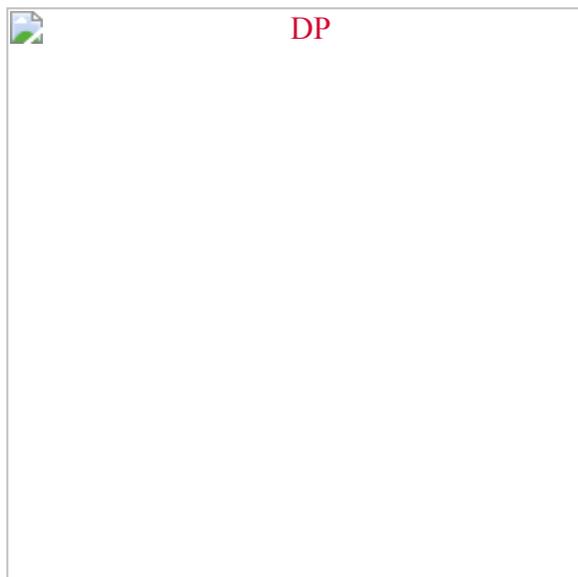
Uber : la requalification en contrat de travail

Un chauffeur Uber a obtenu la requalification de sa collaboration en contrat de travail. L'organisation même du service Uber (lien de subordination, contrôle, sanction ..) ne permet pas l'exercice d'une activité indépendante des chauffeurs.

Lire



Paris suspicieux : la bonne foi du joueur retenue



En matière de paris « astucieux », il appartient à la FDJ d'établir la mauvaise foi du joueur, le doute profitant au parieur.

Lire

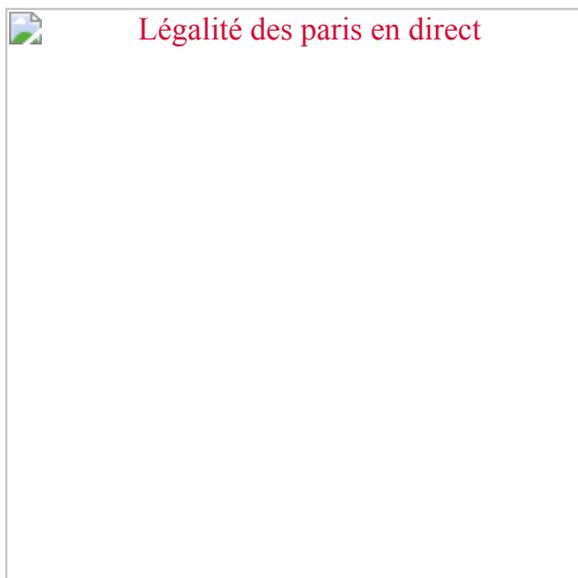
Règlement de la FDJ : inopposabilité partielle

Certaines dispositions du règlement de participation de la FDJ peuvent être déclarées nulles par les juridictions.

Lire



Légalité des paris en direct



Les paris sportifs sous forme de « live betting », paris en direct, alors que le match a déjà commencé, s'ils ne sont possibles qu'en ligne selon le règlement de la FDJ et non pas en point de vente, n'en sont pas pour autant illégaux.

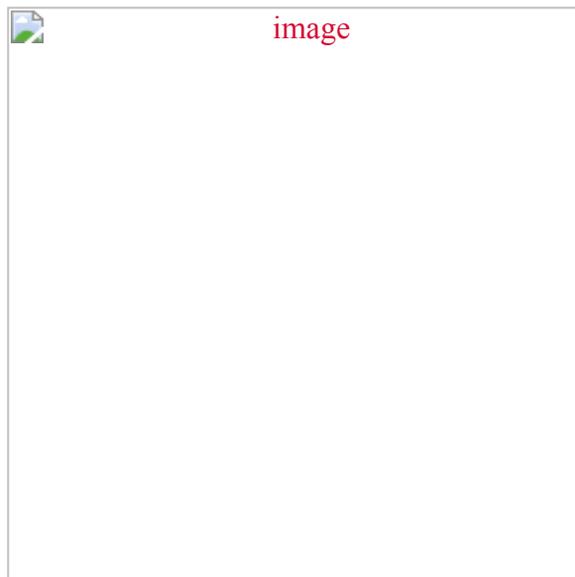
Lire

Image | Photographie

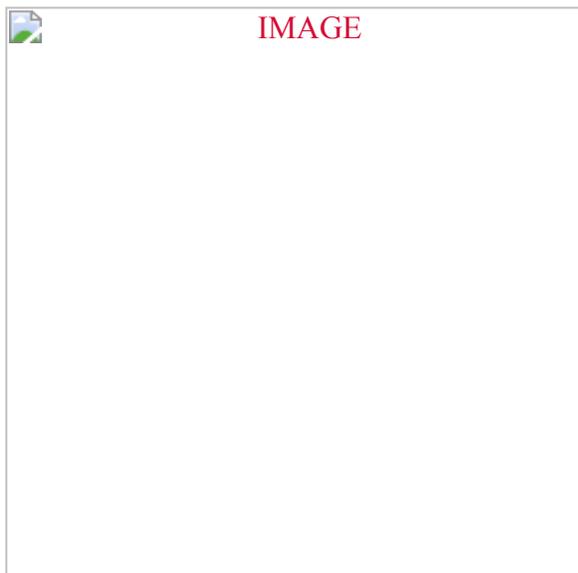
Image du salarié en faute

Les captations d'image des salariés réalisées par des tiers et non par l'employeur, y compris à leur insu, sont parfaitement recevables à titre de preuve devant les juridictions.

Lire



Cession de l'image du salarié



Attention à parfaitement rédiger la clause de cession de droit à l'image du salarié en prévoyant en cas de besoin, une cession pour les campagnes publicitaires ou promotionnelles de l'employeur.

Lire

Conformité des ouvrages photographiques

Le commanditaire d'un ouvrage photographique non satisfait de la prestation de son agence, doit refuser la réception des supports. Si la qualité de l'impression ne satisfaisait pas le client

Lire



Données personnelles | RGDP

Données personnelles : adopter la norme ISO 27701 ?

Comme indiqué par la CNIL, l'adoption de la norme ISO 27701 peut présenter certains avantages pour les responsables de traitements de données personnelles. La norme ISO 27701 est une norme internationale qui décrit la gouvernance et les mesures de sécurité

Lire



Effacement de données personnelles et remboursement du consommateur



Le droit des données personnelles pourrait bien paralyser le droit au remboursement de certains consommateurs et notamment celui des voyageurs lésés.

Lire

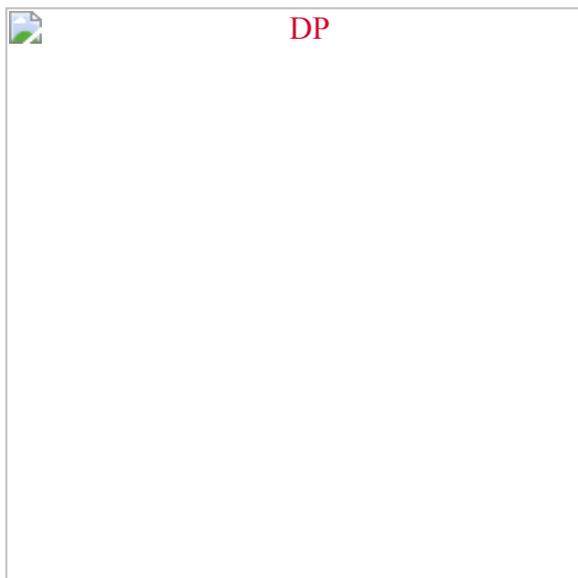
Le déréférencement multidomaines remis en cause

La société Google a obtenu la censure de partielle de la délibération n° 2016-054 du 10 mars 2016 par laquelle la CNIL a prononcé à son encontre une sanction de 100 000 euros accompagnée du déréférencement total de certaines condamnations pénales de particuliers.

Lire



Création du traitement DataJust



Le Décret n° 2020-356 du 27 mars 2020 a créé un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « DataJust ». Ce traitement repose sur l'extraction, de manière automatique, des données contenues dans les décisions de justice afin de constituer

Lire

Création du traitement DataJust

Le Décret n° 2020-356 du 27 mars 2020 a créé un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « DataJust ». Ce traitement repose sur l'extraction, de manière automatique, des données contenues dans les décisions de justice afin de constituer un outil de restitution et de diffusion des montants d'indemnisation

Lire



Spectacles vivants

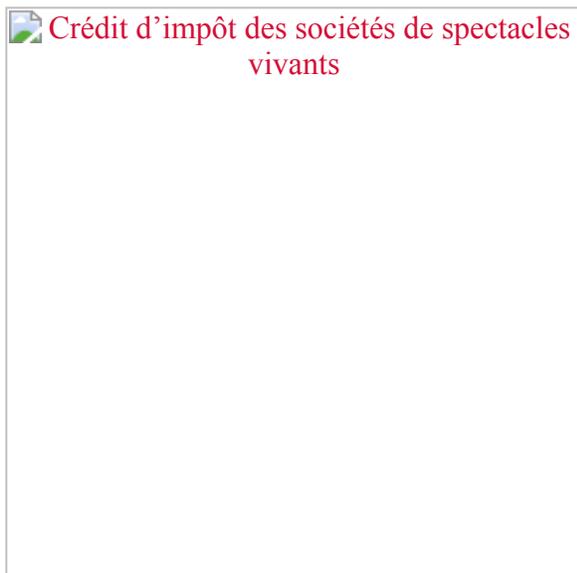
La gestion collective des droits musicaux face au Brexit

Hors du cadre de la SCPA, la SPPF et la SCPP ont fixé depuis 1986 les règles de répartition entre elles de cette rémunération 'non répartisable', à travers plusieurs protocoles d'accord successifs, le dernier étant le protocole dit 'Répartition II' en date du 15 juillet 2011

Lire



Crédit d'impôt des sociétés de spectacles vivants



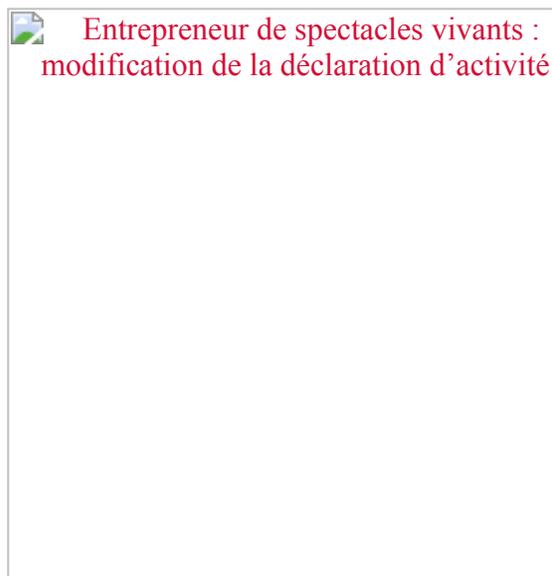
Au sens de l'article 220 quindecies du code général des impôts, lorsqu'une subvention publique est versée globalement à une entreprise sans être destinée au financement d'un projet de spectacle en particulier, la part de cette subvention utilisée par l'entreprise bénéficiaire pour financer des dépenses éligibles doit être

Lire

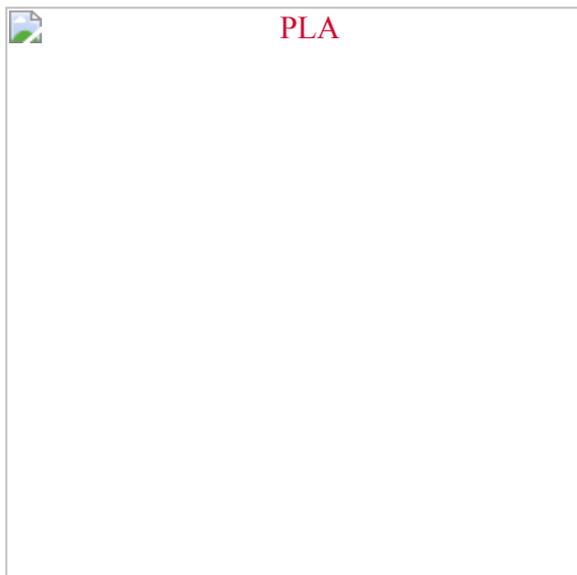
Entrepreneur de spectacles vivants : modification de la déclaration d'activité

L'arrêté du 11 mars 2020 a modifié la liste des documents et informations requis en vue de l'exercice de l'activité d'entrepreneur de spectacles vivants. Pour rappel, la déclaration d'activité d'entrepreneur de spectacles vivants comprend les éléments suivants

Lire



Nouveaux talents musicaux : le crédit d'impôt de dépenses phonographiques



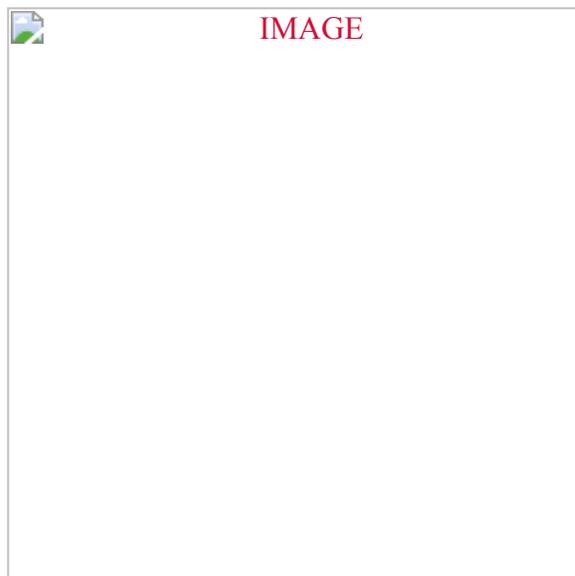
Le Décret n° 2020-380 du 30 mars 2020 a précisé les modalités du crédit d'impôt à la production d'albums des nouveaux talents. Sont considérés comme « nouveaux talents », les artistes, groupes d'artistes, compositeurs ou artistes-interprètes n'ayant pas dépassé un seuil de ventes et d'écoutes pour deux albums distincts précédant ce nouvel enregistrement.

Lire

Exportation d'une oeuvre d'art ou d'un bien culturel

Exporter un bien culturel ou un trésor national d'une certaine valeur est soumis à une procédure particulière sous peine de sanctions.

Lire



Contrats à Télécharger

Feuille d'itinérance d'un bien culturel

Feuille d'itinérance d'un bien culturel à joindre à la demande de sortie temporaire d'un bien culturel.

Lire

Demande d'autorisation de sortie temporaire (AST) d'un bien culturel

Demande d'autorisation de sortie temporaire (AST) d'un bien culturel valable pour une durée proportionnée au motif de la demande (restauration, expertise, exposition culturelle). Pour un bien licitement importé sur le territoire national depuis moins de 50 ans, la délivrance du certificat est automatique (il faut toutefois faire la demande de certificat). Pour un bien qui est depuis moins de deux ans ...

[Lire](#)

Demande de certificat d'un bien culturel

Formulaire de demande de certificat d'un bien culturel. Cette demande permet une sortie définitive ou des sorties temporaires sans limitation de nombre et de durée d'un bien culturel.

[Lire](#)

[Unsubscribe](#) | [Manage subscription](#)

ACTOBA | 4 rue Froissart 75003 PARIS 01.44.01.52.51

Questions / Réponses juridiques de la semaine